

*gouvernement indonésien au Timor oriental, le refus global et persistant de respecter les droits fondamentaux et politiques en Chine, l'exploitation des femmes et des enfants : ces situations anormales et autres abus éveillent chez les Canadiens le besoin naturel de faire quelque chose d'utile. Mais quoi, exactement?*

*Certains pressent vivement le gouvernement canadien d'agir, par exemple d'interrompre son aide, d'annuler les crédits à l'exportation et d'autres formes de financement, et même de cesser toute activité commerciale si possible. Ils estiment que ces mesures sont le véritable reflet des valeurs canadiennes, une obligation morale universelle, ou un devoir en vertu du droit international, et ils favorisent habituellement un mélange de ces différents impératifs. Des mesures de ce genre ne sont prises par le gouvernement qu'en dernier recours, mais pas toujours. De plus en plus, des entreprises et d'autres dans le secteur privé étudient et élaborent des codes de conduite pour sanctionner la corruption et d'autres abus, ou simplement pour éviter d'en être complices. Les tenants de telles mesures croient qu'ils peuvent parfois améliorer le comportement du gouvernement étranger ou même changer la nature des systèmes politiques. Ils s'intéressent également à la dimension sécurité : les violations des droits de la personne, en particulier contre les minorités ethniques et économiques, portent atteinte à la «sécurité humaine» des victimes et compromettent la paix et la sécurité dans le monde. Enfin, même si les mesures du Canada s'avèrent inefficaces, elles permettent au moins aux Canadiens d'avoir bonne conscience, et d'être rassurés et unis par le sentiment qu'ils ont essayé de faire du bien.*

*D'autres réclament, tout aussi vigoureusement, des stratégies d'«engagement constructif». Ils affirment que les Canadiens sont les mieux placés pour changer la nature d'autres sociétés et la conduite d'autres gouvernements, en établissant des relations avec eux et en favorisant leur développement économique et politique. Ils affirment que les relations personnelles sont particulièrement importantes dans les sociétés asiatiques où les liens de parenté, d'amitié, d'affaires, et les rapports officiels sont souvent les préalables à l'exercice d'une influence. En outre, poursuit-on, les véritables structures et les habitudes nécessaires pour promouvoir le commerce et l'investissement, notamment la primauté du droit, une réglementation transparente et fiable, des marchés relativement libres, l'éducation, et beaucoup d'autres raisons, tendent tôt ou tard à engendrer les conditions favorisant le respect des droits de la personne. Enfin, il est souvent dit que la croissance économique, résultat du commerce et de l'investissement, conduit à l'élargissement de la classe moyenne et donne à celle-ci l'influence politique et économique nécessaire pour affirmer les droits et libertés individuels (la Corée du Sud et Taïwan sont les exemples que l'on aime donner par les temps qui courrent).*